



Cécile Touthou (dir.)

Bibliothèques publiques britanniques contemporaines Autopsie des années de crise

Presses de l'enssib

Chapitre 3. Statistiques d'activités des bibliothèques : des armes à double tranchant

Adèle Zwilling

DOI : 10.4000/books.pressesenssib.11882

Éditeur : Presses de l'enssib

Lieu d'édition : Villeurbanne

Année d'édition : 2020

Date de mise en ligne : 4 juin 2020

Collection : La Numérique

ISBN électronique : 9782375461167



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 4 juin 2020

Référence électronique

ZWILLING, Adèle. *Chapitre 3. Statistiques d'activités des bibliothèques : des armes à double tranchant* In : *Bibliothèques publiques britanniques contemporaines : Autopsie des années de crise* [en ligne]. Villeurbanne : Presses de l'enssib, 2020 (généré le 01 février 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pressesenssib/11882>>. ISBN : 9782375461167. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pressesenssib.11882>.

CHAPITRE 3. STATISTIQUES D'ACTIVITÉS DES BIBLIOTHÈQUES : DES ARMES À DOUBLE TRANCHANT

Bien avant le programme Big Society, les bibliothèques publiques britanniques avaient été invitées à déclarer régulièrement leur activité en fonction de critères précis. **Adèle Zwilling** rend compte des utilisations de ces statistiques publiques d'activités des bibliothèques par les différentes parties prenantes : ministère de la Culture, syndicalistes, professionnels des bibliothèques, journalistes. Sa contribution retrace précisément **la chronologie des fermetures des établissements**. À cet égard, il rend compte du suivi très volontariste du sujet par *The Guardian* et sa journaliste spécialisée Alison Flood.

CONTEXTE : LES PRÉMICES D'UNE CRISE

Bien qu'en théorie protégées par le Public Libraries Act de 1850 et le Public Libraries and Museums Act de 1964, les bibliothèques britanniques ont, au fil des ans, régulièrement dû revendiquer leur droit à être prises en charge par les pouvoirs publics. En 2007 déjà, le spécialiste David McMenemy déclarait ainsi en introduction à son article "What is the true value of a public library?" : « Au Royaume-Uni, du moins, les bibliothèques publiques sont un service forcé de constamment défendre son droit d'exister »¹.

Dès 2009, dans un article qui allait se révéler tristement prémonitoire, John Harris écrit² :

Mais pour des millions d'entre nous, les coupures ne sont pas une étape à venir dans quelques années : nous y sommes déjà. Selon la Local Government Association, la moitié des collectivités locales d'Angleterre ont perdu des emplois ces derniers mois, et sept sur dix prévoient de le faire dans un avenir proche. La récession signifie que la demande des usagers pour leurs services les plus cruciaux est à la hausse, mais que les recettes sont à la baisse et qu'il est impensable d'augmenter significativement les taxes municipales. Par conséquent, voici la hache municipale, et l'austérité qui nous sera de plus en plus familière.

1. David Mcmenemy, "What is the true value of a public library?", *Library Review*, avril 2007, vol. 56, n° 4, p. 273-277.

2. John Harris, "Our libraries are at risk – just when we need them most", *The Guardian*, 2 avril 2009. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/commentisfree/2009/apr/02/libraries-closures-recession> >.

Un peu plus loin, dans le même article, il précise :

En ce qui concerne les bibliothèques, Wirral est de loin le pire cas, mais il n'est pas le seul. Le conseil conservateur du Warwickshire a récemment fait adopter une baisse de 35 % de son budget d'achat de livres. Dans la ville de Nottingham contrôlée par les travaillistes, ainsi que durant les périodes de vaches maigres dans des services essentiels tels que l'aide sociale, les réductions prévues de 14 millions de livres signifient la fermeture d'un musée, la réduction des heures d'ouverture dans certains sites patrimoniaux, dont le château municipal, et la fermeture d'au moins deux bibliothèques. L'administration conservatrice de Swindon a l'intention de réduire le budget de ses bibliothèques de 100 000 livres sterling : un de ces établissements va fermer, deux autres le feront peut-être, et on cherche des « bénévoles » pour en diriger un autre.

Dans l'état actuel des choses, les bibliothèques seront toujours les plus vulnérables. La loi de 1964 sur les bibliothèques publiques et les musées oblige les conseils à gérer des services « complets » et « efficaces », mais ce que cela signifie n'a jamais été clairement établi. Une trentaine d'années de sous-investissement ont souvent conduit les bibliothèques à devenir si misérables et à manquer de ressources que les avertissements concernant leur supposée impopularité sont devenus des prophéties qui se réalisent d'elles-mêmes. Pire encore, bon nombre d'entre elles sont hébergées en centre-ville, dans le type d'immeubles attractifs que les municipalités à court d'argent veulent toujours vendre.

CHRONOLOGIE DES PREMIÈRES MESURES

Comme nous l'avons évoqué dans les chapitres précédents, l'arrivée au pouvoir d'une coalition majoritairement conservatrice en 2010 fit entrer les bibliothèques britanniques dans une période particulièrement mouvementée et se retrouver, en quelques mois seulement, les « victimes non désignées »³ des sévères mesures d'austérité instaurées par le nouveau gouvernement.

Dès le premier trimestre 2010, les membres de l'association des professionnels de bibliothèque, CILIP, conscients des enjeux de la mise en place de politiques de rigueur dans le domaine culturel, transmirent au gouvernement

3. Ophélie Ramonatxo, « Le «cas» des bibliothèques britanniques ». *Bulletin des bibliothèques de France (BBF)*, 2011, n° 2, p. 46-50. Disponible en ligne : < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2011-02-0046-009> >.

un manifeste⁴ réunissant un certain nombre de revendications. Parmi leurs préoccupations principales, on retrouvait l'inscription des bibliothèques scolaires dans la loi, la préservation du patrimoine numérique, ou encore la rédaction d'une charte des droits des utilisateurs des bibliothèques publiques... On est alors très loin des mobilisations à venir. Et dans un premier temps, le gouvernement semble d'ailleurs agir en faveur d'une protection des bibliothèques. En juillet 2010, le ministre de la Culture, Ed Vaizey, lance ainsi le Future Libraries Programme, visant à diffuser les bonnes pratiques en bibliothèque. En introduction, ce programme annonce :

Les communautés de tout le pays auront l'occasion de tester un ambitieux programme de changement pour les bibliothèques. Il sera piloté par les autorités locales, autour des besoins du public. Il aidera les tutelles des bibliothèques à déterminer la meilleure façon de déployer leur offre de services et de voir au-delà des frontières de leur seule institution⁵.

Il déclare alors que des bibliothèques publiques « élaborées autour des besoins des utilisateurs locaux » joueraient un rôle majeur dans la construction de la Big Society, en proposant « des espaces sécurisés et inclusifs pour que les gens puissent lire, apprendre et accéder à de nombreux services communautaires »⁶. C'est la publication, en octobre, de la Comprehensive Spending Review (CSR)⁷ par le ministre de l'Économie et des Finances, Georges Osborne, qui vint définitivement mettre en danger le financement des bibliothèques. Ce plan budgétaire se présentait alors comme l'aboutissement d'un projet de réduction des finances publiques annoncé par le gouvernement britannique et promettait une politique de rigueur sans précédent. Avec une baisse prévisionnelle de 50 % de son budget, la culture fut particulièrement touchée par celui-ci. C'est toutefois la baisse annuelle de 7,1 % par an des crédits alloués aux collectivités locales – ces comtés en charge du financement des bibliothèques publiques – qui remet en question la viabilité de leur prise en charge par les collectivités et, dès lors, leur survie à long terme. Au moment de cette annonce, un article de John Harris dans le *Guardian* résume ainsi la situation :

Demain après-midi, George Osborne prendra la parole à la Chambre des communes et présentera l'examen complet des dépenses (CSR) de

4. CILIP, *Library and Information Manifesto 2010: six priorities*, mars 2010.

5. Future Libraries Programme. [En ligne] < <https://www.gov.uk/government/news/future-libraries-programme> >.

6. *Ibid.*

7. HM Treasury, *Spending Review 2010*. [En ligne] < https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/203826/Spending_review_2010.pdf >.

la coalition, qui vise à réduire les dépenses publiques de 83 milliards de livres d'ici 2015. Ainsi s'achèvera la période étrange et difficile au cours de laquelle on a eu tendance à parler de coupes dans l'abstrait et où la politique a connu une sorte de guerre bidon. « C'est le déficit, n'est-ce pas ? » est devenu un mantra national ; parler de se serrer la ceinture et de « décisions difficiles » est devenu presque banal. Mais mercredi, après ces longues semaines de querelles entre les ministères et le Trésor, nous commencerons à nous faire une idée de ce que signifiera réellement une austérité aussi dramatique⁸.

La résistance des professionnels et du public à ces mesures ne tarda pas et, **dès janvier 2011**, les membres de CILIP entreprirent leurs premières actions de contestation ; contactant directement chaque lord élu et annonçant la réactivation d'un groupe parlementaire pour les bibliothèques. Le hashtag #save-libraries fut créé sur Twitter peu de temps après, tandis que le mouvement prenait une ampleur toute particulière le 5 février 2011, jour déclaré « Save the Library Day », sous l'influence de diverses associations de défense des bibliothèques, d'un nombre important d'auteurs célèbres, mais aussi de la mobilisation massive du public sur les réseaux sociaux.

Tableau 2. Situation des bibliothèques publiques britanniques en 2010

Des centaines de bibliothèques fermées. Changement à travers le Royaume-Uni	Les changements dans les bibliothèques du Royaume-Uni. Le nombre de bénévoles a presque doublé
4290 bibliothèques gérées par des conseils locaux en 2010	3765 bibliothèques gérées par des conseils locaux en 2016
31977 personnels rémunérés en 2010	24 044 personnels rémunérés en 2016
15 861 bénévoles en 2010	31 403 bénévoles en 2016
343 bibliothèques fermées, dont 207 bâtiments, 132 bibliobus et quatre « autres »	
232 transférées, 174 à des groupes communautaires et 58 externalisées	
50 nouvelles bibliothèques ont ouvert leurs portes, dont 20 bâtiments, 8 bibliobus et 22 « autres »	
111 qu'il est proposé de fermer au cours de 2017	

Source : < <https://www.bbc.com/news/uk-england-35707956> >, publié le 29 mars 2016.

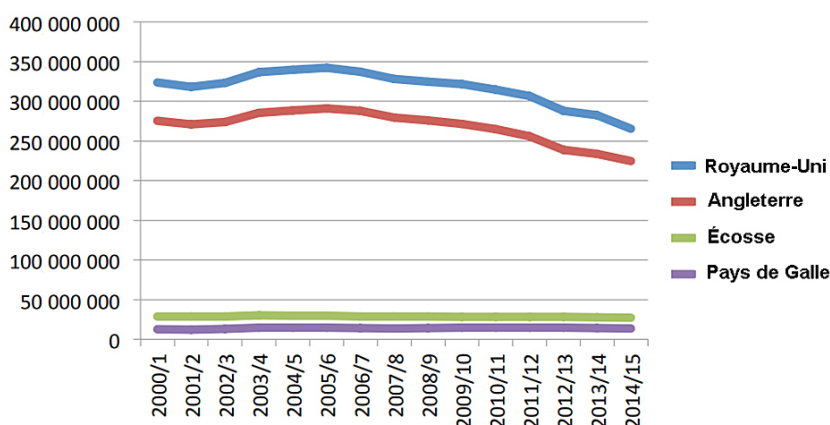
8. John Harris, “Spending review 2010: living with the cuts”, *The Guardian*, 19 octobre 2010. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/politics/2010/oct/19/spending-review-2010-cuts-britain> >.

AU CŒUR DU DÉBAT, DES STATISTIQUES À LA BAISSE

Derrière de telles mesures budgétaires, on retrouve bien entendu tout un contexte politique de rigueur engendré par la crise financière de 2007-2008, ainsi qu'une volonté affirmée du gouvernement de réformer le modèle social britannique. Ces réflexions ont ainsi mené à reconsidérer la participation de l'État dans le financement des institutions culturelles.

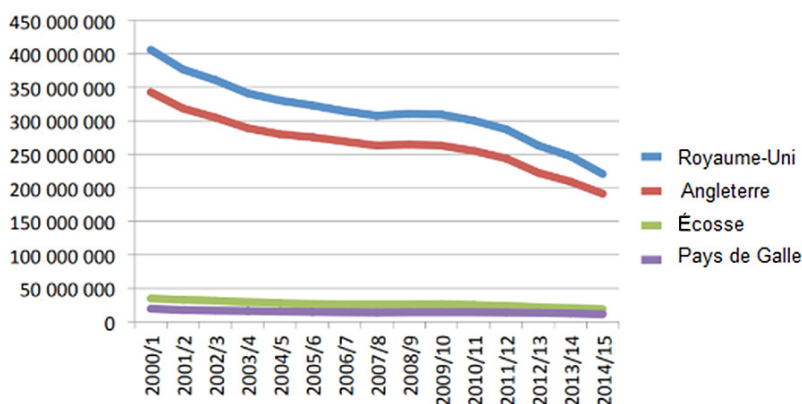
Depuis plus de trente ans, l'Institut agréé de finances publiques et de comptabilité (CIPFA) publie annuellement le compte rendu d'une enquête statistique sur les bibliothèques anglo-saxonnes⁹. Largement partagées par les défenseurs de la Comprehensive Spending Review, ces études mettaient en évidence le réel recul de leur utilisation depuis les années 2000 en s'appuyant sur différents indicateurs, notamment l'évolution du nombre d'inscrits, le nombre de visites, ainsi que le nombre d'emprunts. Traduits ici en français, les graphiques illustrent ce déclin en présentant les données d'activité jusqu'en 2016. On observe en effet que le nombre de visites effectuées en bibliothèque a connu une baisse de 17 % entre 2000 et 2014, tandis que le nombre d'emprunts a lui chuté de 44 % sur la même période.

Figure 2. Nombre de visites en bibliothèque (2000-2014)



Source : CIPFA

9. Il est possible de consulter la totalité de ces rapports intitulés *Public Library Statistics* à l'adresse : < <https://www.cipfa.org/search-results?searchStr=%22Public+Library+Statistics%22> >.

Figure 3. Nombre de livres empruntés en bibliothèque (2000-2014)

Source : CIPFA

Cette baisse constante de l'activité des bibliothèques publiques constitua, en Angleterre, un socle permettant de justifier la diminution substantielle de leurs crédits. L'ex-directeur de Waterstones et rédacteur de nombreux rapports sur les bibliothèques, Tim Coates, remettait ainsi en question la légitimité des bibliothèques à recevoir des fonds publics : « Les fonds sont attribués parce que, en théorie, un service répond à un besoin, sans égard pour son utilisation. Il y a cependant une limite jusqu'à laquelle cet argument peut être défendu – et en Angleterre, cette limite a été dépassée. »¹⁰ Par ailleurs, le gouvernement encouragea le recours à de tels indicateurs et Ed Vaizey envoya, le 3 décembre 2010, une circulaire¹¹ à tous les élus citant en exemple le rapport portant sur la bibliothèque du conseil d'arrondissement métropolitain de Wirral¹², un audit sur les bibliothèques commandité par le gouvernement. De ce rapport, il conclut dans cette circulaire :

Je tiens à souligner l'importance que j'attache au respect de l'obligation légale de fournir un service de bibliothèque « complet et efficace » en vertu de la loi sur les bibliothèques de 1964. Comme vous le savez, le secrétaire d'État a exercé pour la dernière fois son pouvoir d'intervention légale en avril 1999, en lançant une enquête

10. Tim Coates, "On the closure of English public libraries", *Public Library Quarterly*, 2019, vol. 38, n° 1, p. 3-18.

11. Lettre aux responsables des collectivités locales datée du 3 décembre 2010, « Décisions de dépenses et bibliothèques » du député Ed Vaizey, ministre de la Culture, des Communications et des Industries créatives.

12. Sue Charteris, *A Local Inquiry into the Public Library Service Provided by Wirral Metropolitan Borough Council*. [En ligne] < https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/77447/wirral_local_inquiry.pdf >.

locale sur le respect par le conseil d'arrondissement métropolitain de Wirral de ses obligations. L'enquête a permis d'établir que le service « complet et efficace » que les autorités locales sont tenues de fournir est un équilibre entre la satisfaction des besoins locaux et les limites des ressources disponibles, d'une manière adaptée aux besoins de la communauté locale.

Du côté de l'opposition, le recours à ces données statistiques fut vivement décrié et les acteurs de la mobilisation n'hésitèrent pas à remettre en question la pertinence de telles pratiques. L'universitaire et syndicaliste Steve Davies qualifia ainsi leur utilisation par le gouvernement de « très sélective » et fit remarquer que les données brutes d'activités étaient « rarement mentionnées », au profit des taux d'évolution en baisse. Les bibliothèques publiques ont en effet conservé, même en temps de crise, une activité loin d'être négligeable. Pour l'année 2010-2011, on dénombrait ainsi 314,5 millions de visites en bibliothèque, 114,7 millions de visites de leurs sites internet, et plus de 300 millions d'emprunts de livres, avec près de 12 millions d'utilisateurs actifs. Des chiffres très élevés qui amenèrent S. Davies à déclarer, non sans ironie, que beaucoup de services issus du secteur privé pourraient s'enorgueillir d'être « si peu compétents »¹³.

D'autre part, le caractère presque exclusivement quantitatif de ces enquêtes fournit une évaluation forcément limitée pour un tel service. Il semble en effet très difficile de définir statistiquement l'impact social et le rôle communautaire joués par les bibliothèques publiques, un aspect que les personnes engagées dans la défense des bibliothèques ont cherché tout particulièrement à mettre en lumière. Un rapport développé par le Carnegie Trust, intitulé *Shining a Light*¹⁴ était par exemple parvenu à montrer que dans chaque juridiction, trois personnes interrogées sur quatre estimaient que les bibliothèques étaient importantes pour la communauté.

Le poids de ces données statistiques, aisément instrumentalisées, en fait dès lors une véritable arme politique, permettant de légitimer de lourdes décisions budgétaires. Depuis 2010, enquêtes et rapports sur les bibliothèques publiques se sont multipliés, se retrouvant au cœur des débats publics. La publication en 2017 du rapport *Shining a Light* fut ainsi vivement critiquée par Tim Coates, qui lui reprochait de manipuler les données en vue de dresser un tableau « excessivement positif » de la situation des bibliothèques. Dans une lettre ouverte de huit pages, Tim Coates réclamait de l'association le retrait

13. Steve Davies, « The public library in the UK's Big Society », *Prometheus*, vol. 30, n° 3, septembre 2012, p. 353-358.

14. < <https://www.carnegieuktrust.org.uk/shining-a-light/> >

de ce rapport accusé de «camoufler la vérité». Cette tension générale entre les différents points de vue concernant la crise des bibliothèques et le manque de neutralité des évaluations présentées ont su capter l'attention du public. À la suite d'un article publié par *The Guardian* résumant la polémique, les commentaires se firent nombreux et vindicatifs¹⁵. Si certains accusaient directement le gouvernement, d'autres pointaient du doigt les limites du service offert par les bibliothèques.

QUANTIFIER LES DOMMAGES

Un grand nombre de sites gouvernementaux ou associatifs se chargent de dénombrer les fermetures et les coupes. Ian Anstice évoque dans le présent ouvrage¹⁶ sa prise de conscience, en tant que professionnel, de l'importance de ce mouvement subreptice de coupes et la nécessité d'en rendre compte très factuellement. Le gouvernement quant à lui partage en *open data* le suivi statistique de ces fermetures sur le site *Public libraries in England: basic dataset*¹⁷ où il est possible de télécharger les données en format csv, avec une colonne spécifiquement consacrée aux «Bibliothèques fermées entre le 1^{er} avril 2010 et le 1^{er} juillet 2016» dont l'inventaire exhaustif est proposé.

Si les enquêtes statistiques concernant les bibliothèques ont reçu un tel traitement médiatique, c'est aussi parce qu'elles se sont fait, année après année, le miroir des conséquences désastreuses des politiques de rigueur. Le journal *The Guardian*, en particulier, et sa section numérique dédiée aux livres éditée par la journaliste Alison Flood, se fit le relais de ces informations et publia de très nombreux articles commentant les résultats de ces enquêtes. Les données concernant l'ensemble de ces répercussions seront ici analysées selon leur domaine d'application afin d'observer comment les différentes modifications causées par ces mesures, ainsi cumulées, ont rapidement conduit le secteur des bibliothèques à la crise.

Le budget

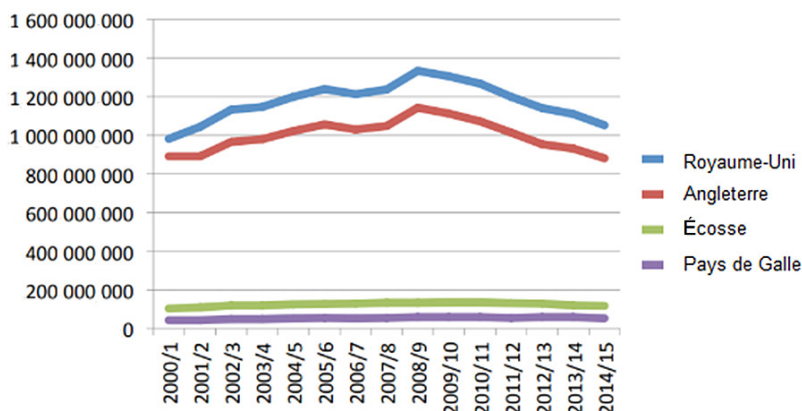
Réponse directe aux préconisations énoncées par la Comprehensive Spending Review, les budgets annuels alloués aux bibliothèques publiques ont connu une constante diminution. Entre 2009 et 2015, le budget total des bibliothèques a ainsi diminué de 200 millions de livres sterling.

15. Danuta Kean, "Major report on libraries' future slammed as over-optimistic", *The Guardian*, 2 mai 2017. Disponible en ligne : < <https://www.theguardian.com/books/2017/may/02/major-report-on-libraries-future-slammed-as-over-optimistic> >.

16. Voir l'entretien avec Ian Anstice page 87.

17. < <https://www.gov.uk/government/publications/public-libraries-in-england-basic-dataset> >

Figure 4. Budget total (en livres sterling) destiné aux bibliothèques (2000-2014)



Source : CIPFA

Entre 2015 et 2016, ce budget global a connu une nouvelle baisse, s'élevant cette fois-ci à 25 millions de livres sterling¹⁸.

Les professionnels

Les professionnels des bibliothèques publiques ont été touchés de façon irréversible par ces coupes budgétaires¹⁹. Près de 8000 emplois ont ainsi disparu entre 2010 et 2016, soit un quart de leurs effectifs. Ces chiffres, quoique considérables, ne constituent que la partie émergée de l'iceberg, car les postes « sauvés » ont généralement été eux aussi fortement fragilisés. Le syndicat UNISON est en effet parvenu à montrer que les salaires des professionnels toujours en activité avaient été impactés par les mesures d'austérité et n'avaient pas été réévalués en dépit de la forte inflation de ces dernières années.

De plus, une enquête de 2012, intitulée « The Damage » (« les dommages »), effectuée par le syndicat, révélait également que les conditions d'exercice s'étaient trouvées détériorées par les restrictions financières : 78,7 % des professionnels interrogés reconnaissaient ainsi que « depuis que les coupes

18. Danuta Kean, "UK library budgets fall by £25m in a year", *The Guardian*, 8 décembre 2016.

[En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2016/dec/08/uk-library-budgets-fall-by-25m-in-a-year> >.

19. Le chapitre 1 (p. 21) est spécifiquement consacré à cette question.

budgétaires avaient commencé, eux-mêmes et leurs collègues travaillaient davantage afin de maintenir les mêmes standards»²⁰.

En outre, la nécessité d'une formation afin de travailler en bibliothèque a été profondément remise en cause par les mesures gouvernementales qui, en accord avec le projet de la Big Society, appelaient au remplacement massif des professionnels par des bénévoles non qualifiés. Ces politiques, mais aussi la peur des communautés de voir leurs institutions fermer, ont ainsi conduit à un recrutement sans précédent de bénévoles après 2010. Le CIPFA estimait leur nombre à 15 500 en 2016, équivalant à une hausse de 98 % sur cette période. À cette date, 174 bibliothèques étaient intégralement gérées par les communautés. Une telle situation a profondément fragilisé la légitimité des professionnels de bibliothèques, forcés de revendiquer constamment leurs compétences. Dans un document transmis au Comité de la Culture, des Média et du Sport en 2012, le syndicat UNISON réaffirmait reconnaître « la valeur des bibliothécaires professionnellement qualifiés et du personnel formé comme une part essentielle des services prodigués à la communauté par les bibliothèques » et regrettait que leurs « membres soient attaqués par ceux qui pensent que le métier de bibliothécaire n'est guère plus qu'un passe-temps »²¹.

Les fermetures

La bonne volonté de la Big Society et l'engagement de milliers de volontaires n'ont pas suffi pour empêcher les fermetures massives des bibliothèques publiques. Face à la baisse drastique de leurs crédits, de nombreux comtés ou conseils municipaux ont été amenés à définitivement clore leurs institutions locales. Entre 2010 et 2016, 343 bibliothèques avaient ainsi été fermées, incluant 132 services mobiles. Ce nombre était alors trois fois plus élevé que les 110 fermetures déclarées par le gouvernement et a continué d'augmenter lors des années suivantes. En 2017 seulement, le CIPFA annonçait la fermeture de 105 bibliothèques, portant le nombre total de fermetures à près de 600²². De plus, des études récentes ont dévoilé que parmi les bibliothèques restées ouvertes, nombreuses étaient celles qui avaient réduit considérablement leurs horaires d'ouverture. Les résultats de cette enquête montraient en effet que pour plus de la moitié des 2 208 bibliothèques ayant participé, 21 % de leurs horaires d'ouverture de 2010 étaient désormais clos. De plus, de nombreuses bibliothèques prises en charge par des bénévoles afin d'éviter une fermeture

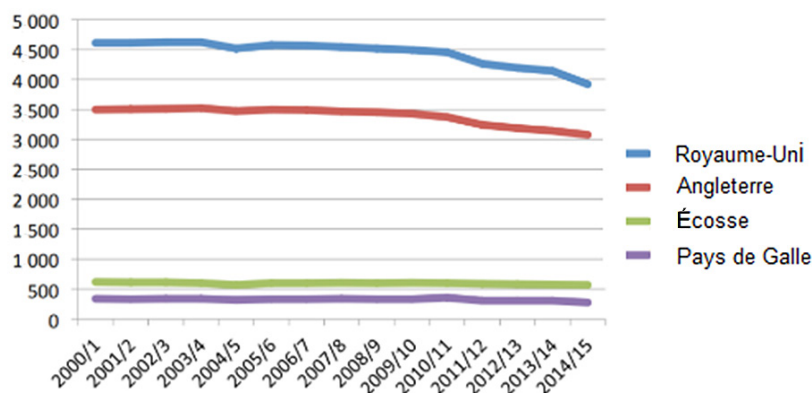
20. Steve Davies, *The public library service under attack: how cuts are putting individuals and communities at risk and damaging local businesses and economies*, UNISON, 2013.

21. Culture, Media and Sport Committee: Written evidence submitted by UNISON.

22. David Barnett, "Do libraries run by volunteers check out?", *The Guardian*, 25 juin 2018. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2018/jun/25/do-libraries-run-by-volunteers-check-out> >.

restent encore menacées et sont considérées comme « en sursis »²³. La large réduction des horaires et la fragilité du système de bénévolat sont, dès lors, des facteurs venant s'ajouter au volume des fermetures, déjà substantiel.

Figure 5. Nombre de bibliothèques ouvertes plus de 10 heures par semaine (2000-2014)



Source : CIPFA

Un cercle vicieux ?

Les résultats des enquêtes effectuées par le CIPFA révèlent que les données d'activité des bibliothèques publiques, déjà fortement en baisse avant 2010 et contribuant à la volonté de refonte du système, continuèrent de chuter dangereusement depuis. Le nombre de visites chuta de 15 % entre 2010 et 2015, tandis que le nombre d'emprunteurs actifs baissait de 23,5 % sur la même période. Dans son article "Library use falling, study shows" publié en 2016, Alison Flood mettait alors en lumière la corrélation entre ces chiffres et les mesures d'austérité : les restrictions budgétaires, impactant la qualité et l'accessibilité des services, contribueraient ainsi à renforcer la tendance qu'elles souhaitent à l'origine dénoncer. Cet article est exemplaire dans la mesure où il a suscité près de 200 commentaires en ligne. Les lecteurs du *Guardian* donnent leur version des raisons du déclin. Citons par exemple ce commentaire d'un certain Torchomatic :

Les bibliothèques ferment leurs portes et leur utilisation diminue car les conseils locaux les considèrent toujours comme une cible facile lorsqu'il s'agit de réduire les financements de leurs services. La

23. Karl Engel, "On borrowed time", *Financial Times*, 15 octobre 2013, p. 14.

gestion des bibliothèques est également médiocre d'après mon expérience et ils se débrouillent à peine avec leur personnel.

Nous avons des bibliothèques dont la gestion est confiée aux membres de la communauté et prise en charge par des baby-boomers qui doivent combler le temps qu'ils ont à tuer avant d'aller passer l'hiver au soleil. Imaginez si nous essayions de licencier des médecins ou d'autres professionnels pour les remplacer par des petites vieilles aux cheveux gris qui voudraient faire un bon coup ; il y aurait une levée de boucliers.

Tant que nous n'aurons pas un gouvernement et un Secrétaire à la culture qui appuieront et feront la promotion des bibliothèques, l'utilisation et le nombre d'emprunteurs diminueront encore davantage.

C'est une prédiction qui s'accomplit d'elle-même. Coupes, réductions des horaires, moins de personnel, moins de visiteurs, coupes, réductions des horaires, moins de personnel, moins de visiteurs...

Pour Elizabeth Ash, membre active de la Library Campaign, ce constat est sans surprise : « Les gens n'utiliseront pas les bibliothèques s'ils ne peuvent s'y rendre parce qu'elles ont été fermées ou que leurs horaires ont été réduits », résume-t-elle²⁴.

LES CHIFFRES AU SERVICE DE LA LUTTE CONTRE LES FERMETURES

L'utilisation des chiffres a ainsi constitué un outil considérable de légitimation pour l'État conservateur, avant de permettre l'observation directe des dégâts causés par les politiques publiques. Encore aujourd'hui, l'analyse de cette crise à travers le prisme des données statistiques demeure pertinente et semble à présent servir les mouvements de défense des bibliothèques. De nombreuses études restent ainsi à entreprendre à l'échelle du Royaume-Uni, afin de mieux en saisir la portée sociale. Au cours de ces dernières années, des analyses furent néanmoins esquissées dans l'objectif d'établir une typologie de ces fermetures et d'identifier les communautés les plus touchées par celles-ci.

En 2017, Tim Coates insistait sur les répercussions dramatiques de cette situation sur la jeunesse britannique, en démontrant que « les prêts de livres

24. Alison Flood, "Library use falling sharply, study shows", *The Guardian*, 3 mai 2016. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2016/may/03/library-use-falling-sharply-study-shows> >.

pour enfants avaient chuté de 22 % au cours des cinq années précédentes » et mettant en cause « le poids de l'effondrement des bibliothèques retombant sur les enfants des grandes villes ». À Sheffield, ce déclin s'élevait alors à 56 %²⁵. Une autre étude, conduite la même année par l'Arts Council England, réaffirmait le rôle important joué par les bibliothèques dans le bien-être de la population des seniors, rappelant qu'une personne âgée de 75 ans sur trois fréquentait une bibliothèque publique²⁶.

Enfin, les milieux militants ont su s'approprier les données quantitatives et en faire des outils de communication et de sensibilisation particulièrement efficaces. Nous l'avons vu, Alison Flood a relayé sans relâche les publications du CIPFA via le site du *Guardian*, n'hésitant pas à insister sur les chiffres des fermetures pour en dénoncer l'ampleur. Une toute dernière publication qu'elle signe le 6 décembre 2019 montre encore un peu l'étendue du désastre, portant à 800 le nombre de bibliothèques fermées depuis 2010²⁷. Les associations UNISON et « Voices for the Libraries » ont également collecté ces données et les ont regroupées sous forme cartographique. Les cartes ainsi produites ont l'avantage d'offrir un effet très visuel, mettant en lumière l'envergure de la crise, les zones géographiques les plus touchées, mais aussi des informations précises sur l'augmentation du nombre de bénévoles et sur les bibliothèques encore actuellement menacées de fermeture. Elles présentent également l'intérêt d'engager personnellement les lecteurs en leur permettant de prendre conscience des conséquences visibles dans leur environnement proche. Les internautes sont d'ailleurs nombreux à réagir à cette représentation, parfois avec passion, sur les pages des associations. Sous le lien de partage proposé par le site de Voices for the Libraries, un commentaire déplore ainsi : « Cela donne l'impression qu'il y a tellement de bibliothèques qui ferment qu'il est impossible de prendre du recul. La crainte, c'est que cela va probablement augmenter. »

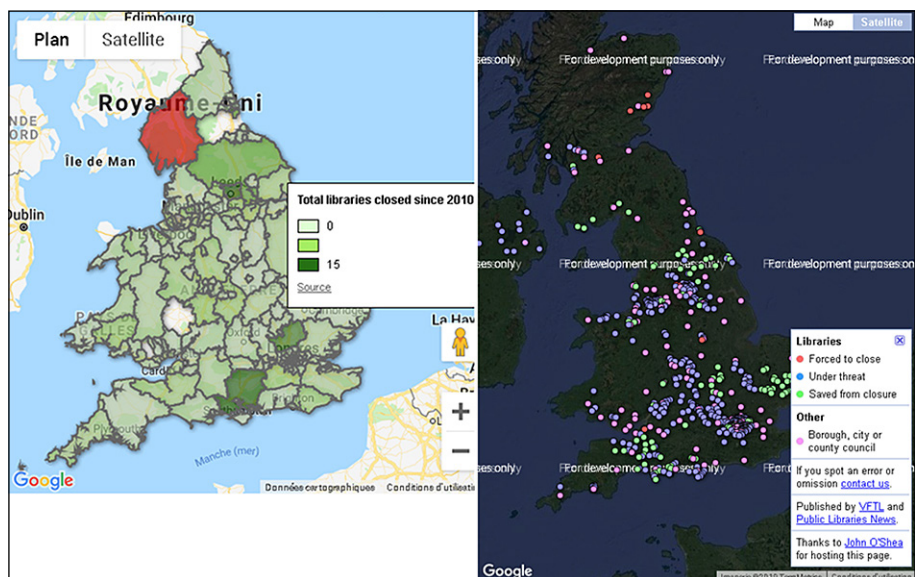
(Voir les cartes des fermetures de bibliothèques en page suivante.)

25. Alison Flood, "Figures show children worst hit by library cuts", *The Guardian*, 11 décembre 2017. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2017/dec/11/figures-show-children-worst-hit-by-library-cuts> >.

26. < <https://www.artscouncil.org.uk/new-reports-demonstrate-libraries%E2%80%99impact-communities> >

27. Alison Flood, "Britain has closed almost 800 libraries since 2010, figures show", *The Guardian*, 6 décembre 2019. [En ligne] < <https://www.theguardian.com/books/2019/dec/06/britain-has-closed-almost-800-libraries-since-2010-figures-show> >.

Figure 6. Cartes des fermetures de bibliothèques



Sources : < <https://www.unison.org.uk/news/article/2017/01/reading-between-the-lines-whats-going-on-with-our-libraries/> >

< <http://www.voicesforthelibrary.org.uk/closures-map/> >